

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 septembre 2022

PROPOSITION DE LOI**visant à augmenter temporairement
les seuils d'insaisissabilité visés
à l'article 1409 du Code judiciaire**

(déposée par Mme Melissa Depraetere)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 september 2022

WETSVOORSTEL**tot tijdelijke verhoging
van de in artikel 1409 van het Gerechtelijk
Wetboek bedoelde inbeslagnemingsdrempels**

(ingediend door mevrouw Melissa Depraetere)

RÉSUMÉ

Les travailleurs, les commerçants et les personnes en situation de pauvreté éprouvent des difficultés à boucler leur budget en raison de l'explosion des prix de l'énergie. Ce constat découle notamment de l'évolution du baromètre de la pauvreté et de l'augmentation des demandes d'aide introduites auprès des banques alimentaires et des CPAS.

Les seuils d'insaisissabilité n'augmentent pas assez vite par rapport à l'évolution des prix de l'énergie. Ils ne sont en effet relevés qu'une fois par an, le 1^{er} janvier.

Cette proposition de loi vise dès lors à augmenter temporairement de 20 % les seuils d'insaisissabilité.

SAMENVATTING

Door de toename van de energieprijzen krijgen werkende mensen, handelaars en personen die in armoede leven het moeilijker om de eindjes aan elkaar te knopen. Dit wordt onder meer bewezen door de evolutie van de Armoedebaarometer en door de stijgende vraag om hulp bij de Voedselbanken en de OCMW's.

De beslaggrenzen stijgen niet snel genoeg mee met de stijgende energieprijzen omdat de bedragen slechts één maal per jaar, op 1 januari, worden verhoogd.

Dit wetsvoorstel strekt er daarom toe om de inbeslagnemingsdrempels tijdelijk met 20 % te verhogen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La crise énergétique que nous traversons actuellement requiert une mobilisation générale. En raison de l'explosion des prix de l'énergie, les travailleurs et les commerçants locaux éprouvent des difficultés à boucler leur budget. Les personnes qui étaient déjà en situation de pauvreté ne savent plus du tout payer leurs factures. Le gouvernement fédéral a déjà pris plusieurs mesures pour protéger le pouvoir d'achat, comme l'indexation automatique, l'élargissement du tarif social à un million de ménages et l'abaissement à 6 % de la TVA sur le gaz et l'électricité. Les travailleurs qui ne peuvent pas bénéficier du tarif social bénéficieront en outre prochainement d'un "paquet énergie à prix réduit". En dépit de ces mesures, force est toutefois de constater qu'un nombre sans cesse croissant de citoyens ne parviennent plus à payer leurs factures. Ils risquent d'être doublement perdants: premièrement, en raison du montant élevé de la facture d'énergie et deuxièmement, en raison des coûts supplémentaires considérables qui leur seront imputés dès lors qu'il ne peuvent pas payer leur facture. Nous ne pouvons pas tolérer que des ménages déjà confrontés à de grandes difficultés doivent en outre supporter des frais supplémentaires pendant cette crise énergétique.

Les nouveaux chiffres du baromètre de la pauvreté ont été récemment publiés¹. Ce baromètre présente l'évolution de la pauvreté en Belgique. En 2021, 560 000 personnes étaient en situation de pauvreté en Flandre, soit 90 000 personnes de moins que deux ans auparavant. La tendance s'inverse toutefois depuis septembre 2021 en raison de l'augmentation du coût de la vie et des prix élevés de l'énergie. Les personnes déjà en situation de pauvreté ont vu leur situation encore s'aggraver et de plus en plus de gens éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts.

La stabilité ou la baisse des chiffres de la pauvreté s'expliquent partiellement par l'optimisme économique observé au lendemain de la crise sanitaire et par la pénurie de main d'œuvre sur le marché du travail. De nombreuses personnes risquant de basculer dans la pauvreté ont la possibilité de trouver du travail, même s'il s'agit d'un emploi précaire, temporaire ou mal rémunéré. Mais une autre donnée importante est que le seuil de pauvreté est resté inchangé. Pour un isolé, il s'élevait à 15 443 euros en 2021 et à 15 403 euros en 2020. En 2019, ce seuil s'élevait encore à 14 765 euros.

¹ <https://www.armoedecijfers.be/>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het is alle hens aan dek in deze ongeziene energiecrisis. Door de exploderende energieprijzen krijgen werkende mensen en lokale handelaren het moeilijk om de eindjes aan elkaar te knopen. Wie al in armoede leefde, kan zijn facturen helemaal niet meer betalen. De federale regering nam al verschillende maatregelen om de koopkracht te beschermen, zoals de automatische indexering, de uitbreiding van het sociaal tarief naar 1 miljoen gezinnen en de verlaging van de btw op gas en elektriciteit naar 6 %. Binnenkort komt daar nog een basispakket verwarming bovenop voor de werkende mensen die niet kunnen genieten van het sociaal tarief. Toch zien we dat een steeds grotere groep mensen hun facturen niet meer kunnen betalen. Zij dreigen tweemaal te verliezen, eerst door de hoge energierekening en vervolgens door torenhoge bijkomende kosten omdat ze hun rekening niet kunnen betalen. Energie is een absolute basisvoorziening en moet voor iedereen betaalbaar zijn. Wij staan niet toe dat gezinnen die het al het moeilijkst hebben nog eens extra voor bijkomende kosten moeten opdraaien tijdens deze energiecrisis.

Onlangs werden de nieuwe cijfers van de Armoedebarmeter vrijgegeven¹. De Armoedebarmeter geeft de evolutie van armoede in België weer. In 2021 leefden in Vlaanderen 560 000 mensen in armoede, 90 000 minder dan twee jaar ervoor. Evenwel is er door het duurdere leven en de hoge energieprijzen sinds september 2021 een kentering op te merken. Wie arm was, werd nog armer, en meer mensen komen in de problemen.

De stabiele of dalende armoedecijfers zijn deels te verklaren door het economische optimisme vlak na de coronacrisis en door de krapte op de arbeidsmarkt. Er is een kans voor veel mensen met een risico op armoede om werk te kunnen vinden, zij het onzeker, tijdelijk of slechtbetaald. Maar wat ook niet onbelangrijk is: de armoederempel is gelijk gebleven. Voor een alleenstaande bedroeg die in 2021 15 443 euro, in 2020 15 403 euro. In 2019 was dat nog 14 765 euro.

¹ <https://www.armoedecijfers.be/>.

Depuis l'automne 2021, les acteurs de terrain sont toutefois confrontés à des cas et des chiffres inquiétants. Les demandes d'aide introduites auprès des banques alimentaires et des CPAS ont ainsi augmenté de façon exponentielle. En 2021, plus de 177 000 Belges ont demandé chaque mois une aide aux banques alimentaires, ce qui constitue un record. En 2010, ce chiffre ne s'élevait encore qu'à 115 000 Belges. Au cours du premier semestre de cette année, le chiffre a encore augmenté pour atteindre 204 000.

Outre les demandes d'aide alimentaire, le nombre de demandes d'aide financière connaît également une augmentation depuis septembre 2021. À la fin de l'année écoulée, le nombre de demandes était déjà plus élevé de 22 % qu'en janvier 2020. Le nombre de dossiers de médiation de dettes est lui aussi en hausse de 20 % par rapport à la situation d'avant la pandémie de coronavirus.

Le baromètre de la pauvreté indique également que tant pendant la crise sanitaire que pendant l'actuelle crise de l'énergie et de l'inflation, des ménages de la classe moyenne inférieure ont dû et doivent se tourner vers les CPAS. Par ailleurs, les personnes en situation de pauvreté se sont encore enfoncées davantage dans cette situation. L'écart entre leurs revenus et le seuil de pauvreté a continué à se creuser.

Une étude récente de la KU Leuven confirme que l'indexation automatique appliquée en Belgique constitue le meilleur moyen de protéger le pouvoir d'achat de nos travailleurs et de nos pensionnés. Le travailleur qui est confronté à une saisie sur salaire en raison du montant élevé de ses factures voit peut-être son salaire augmenter mais son pouvoir d'achat n'en diminue pas moins. Grâce à l'indexation automatique, les salaires et les pensions augmentent en réaction à la hausse du coût de la vie. Les seuils d'insaisissabilité n'augmentent toutefois pas de la même façon. Ils ne sont en effet relevés qu'une fois par an, le 1^{er} janvier.

Au cours de la crise sanitaire, plusieurs mesures ont été prises à juste titre. L'une de ces mesures a été l'augmentation temporaire de la partie insaisissable en cas de saisie sur salaire. Ce seuil d'insaisissabilité a été relevé temporairement pendant la crise sanitaire, à l'initiative de Vooruit. L'actuelle crise énergétique requiert également une approche volontariste. Augmenter la partie insaisissable en cas de saisie sur salaire permettra de donner de l'air à beaucoup de ménages et de PME. L'augmentation rapide des factures justifie une telle mesure.

La présente proposition de loi vise dès lors à augmenter temporairement de 20 % les seuils d'insaisissabilité visés à l'article 1409, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 4, et § 1^{er}bis,

Sinds het najaar van 2021 noteren veldwerkers echter verontrustende cijfers en verhalen. Zo is de vraag om hulp bij de Voedselbanken en OCMW's exponentieel gestegen. In 2021 zochten meer dan 177 000 Belgen elke maand hulp bij de Voedselbanken, een record. In 2010 lag dat aantal nog op 115 000 Belgen. In de eerste helft van dit jaar is het cijfer zelfs nog verder gestegen tot 204 000.

Naast voedselhulp is ook het aantal aanvragen voor financiële hulp sinds september 2021 gestegen. Eind vorig jaar lag het aantal aanvragen 22 procent hoger dan in januari 2020. En ook het aantal dossiers voor schuldbemiddeling is gestegen, tot niveaus die een vijfde hoger liggen dan voor de coronapandemie.

De Armoedebaarometer stelt ook dat zowel tijdens de coronacrisis als nu, tijdens de energie- en inflatiecrisis, gezinnen uit de lage middenklasse bij het OCMW komen aankloppen. Langs de andere kant zijn mensen in armoede nog armer geworden. De kloof tussen hun inkomen en de armoededrempel is nog groter geworden.

Een recente studie van de KU Leuven bevestigt dat de automatische indexering in ons land de beste manier is om de koopkracht van onze werknemers en gepensioneerden te beschermen. Wie door hoge facturen met loonbeslag wordt geconfronteerd, ziet mogelijk wél het loon stijgen, maar tegelijk de koopkracht dalen. De automatische indexering zorgt ervoor dat, wanneer het leven duurder wordt, lonen en pensioenen stijgen. Beslaggrenzen stijgen echter niet mee. Dit gebeurt slechts één keer per jaar: op 1 januari gaan de beslaggrenzen omhoog.

Tijdens de coronacrisis werden terecht verschillende maatregelen genomen. Eén van die maatregelen was het tijdelijk verhogen van het onbeslagbaar deel bij loonbeslag: tijdens de coronacrisis werd dit tijdelijk en op initiatief van Vooruit doorgevoerd. Ook deze energiecrisis vereist een daadkrachtige aanpak. Door het onbeslagbaar deel bij loonbeslag te verhogen, geven we heel wat gezinnen en kmo's meer ademruimte. Op het moment dat facturen razendsnel stijgen, is dat noodzakelijk.

Dit wetsvoorstel is er dus op gericht om de inbeslagnemingsdrempels vermeld in artikel 1409, § 1, eerste tot vierde lid, en § 1bis, eerste tot vierde lid, van het

alinéas 1^{er} à 4, du Code judiciaire, tels qu'adaptés par l'arrêté royal du 17 décembre 2021 portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire. Le résultat obtenu sera arrondi à l'euro supérieur.

Gerechtelijk Wetboek, aangepast bij het koninklijk besluit van 17 december 2021 tot uitvoering van artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, tijdelijk met 20 % te verhogen. Het resultaat wordt afgerond naar de hogere euro.

Melissa DEPRAETERE (Vooruit)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Les montants mentionnés à l'article 1409, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 4 et § 1^{er}bis, alinéas 1^{er} à 4, du Code judiciaire, tels qu'adaptés par l'arrêté royal du 17 décembre 2021 portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, sont augmentés comme suit:

1° le montant de 27 000 francs, adapté à 1 186 euros, est porté à 1 424 euros;

2° le montant de 29 000 francs, adapté à 1 274 euros, est porté à 1 529 euros;

3° le montant de 32 000 francs, adapté à 1 406 euros, est porté à 1 688 euros;

4° le montant de 35 000 francs, adapté à 1 538 euros, est porté à 1 846 euros;

5° le montant de 50 euros, adapté à 73 euros, est porté à 88 euros.

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 mars 2023.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier la date de fin de vigueur fixée à l'alinéa 1^{er} afin de tenir compte de la durée des mesures prises en vue de faire face à la crise énergétique.

16 septembre 2022

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De bedragen die worden vermeld in artikel 1409, § 1, eerste tot vierde lid, en § 1bis, eerste tot vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, aangepast bij het koninklijk besluit van 17 december 2021 tot uitvoering van artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, worden verhoogd als volgt:

1° het bedrag van 27 000 frank, aangepast tot 1 186 euro, wordt verhoogd tot 1 424 euro;

2° het bedrag van 29 000 frank, aangepast tot 1 274 euro, wordt verhoogd tot 1 529 euro;

3° het bedrag van 32 000 frank, aangepast tot 1 406 euro, wordt verhoogd tot 1 688 euro;

4° het bedrag van 35 000 frank, aangepast tot 1 538 euro, wordt verhoogd tot 1 846 euro;

5° het bedrag van 50 euro, aangepast tot 73 euro, wordt verhoogd tot 88 euro.

Art. 3

Deze wet treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en treedt buiten werking op 31 maart 2023.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het eerste lid bedoelde datum van buitenwerkingtreding wijzigen teneinde rekening te houden met de duurtijd van de maatregelen genomen met het oog op de energiecrisis.

16 september 2022

Melissa DEPRAETERE (Vooruit)